

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Le 17 février 1970

Division  
des organisations internationales

PRESS DIGEST

La demande de médiation adressée à la Suisse  
dans le conflit du Nigéria-Biafra

I. Les révélations de M. Franzoni

Le 25 novembre 1969, au cours d'une interview accordée à la télévision romande, le Conseiller national Enrico Franzoni révélait que lors d'une mission qu'il avait effectuée quelques semaines auparavant au Biafra pour le compte de Caritas, il avait rencontré le Général Ojukwu. Au terme d'un long entretien, le leader biafrais lui avait remis, à l'intention de M. von Moos, Président de la Confédération, une lettre dans laquelle il demandait la médiation de la Suisse dans le conflit du Nigéria-Biafra. A la suggestion de M. Franzoni lui-même, le Général Ojukwu avait encore rédigé des lettres semblables à l'adresse d'autres Etats neutres d'Europe, et il avait chargé le parlementaire suisse de les faire parvenir à leurs destinataires.

Aussitôt, l'agence United Press International reprenait les révélations de M. Franzoni et les diffusait dans les rédactions du pays. Le lendemain 26 novembre, une grande partie de la presse suisse publiait la nouvelle.

\*                    \*  
                          \*

La nouvelle diffusée par UPI précise que très peu de personnes étaient au courant de cette affaire au Département politique. UPI relève également le point de vue de M. Franzoni quant aux

./.

- 2 -

chances de succès d'une offre de médiation auprès du Gouvernement nigérian :

"Auf die Frage, ob der nigerianische Staatschef General Gowon eine solche Vermittlung annehmen werde, antwortete Franzoni, dies sei heute wahrscheinlicher als früher, nachdem ihm Ojukwu erklärt habe, er bestehe "nicht auf einer völlig unabhängigen Republik Biafra", sondern wolle lediglich "innerhalb der Föderation" ein weitgehendes Selbstbestimmungsrecht für Biafra."

De son côté, la "Tribune-le-Matin" (26.11.69) publie en gros titre en première page, sous la signature de son correspondant de Berne Théo Bouchat, un article contenant des renseignements plus détaillés, notamment en ce qui concerne les démarches diplomatiques entreprises par Berne :

"Immédiatement, des contacts ont été pris entre les trois avec Vienne et Belgrade. La perspective d'une action commune a d'ailleurs été l'un des thèmes essentiels des conversations qu'a eues M. Spühler avec ses interlocuteurs yougoslaves au cours de sa récente visite. Des contacts ont également été pris avec l'Organisation pour l'unité africaine (OJA) dont le siège est à Addis-Abéba, de même qu'avec M. Thant, secrétaire général de l'ONU. On ignore pour l'instant les résultats de ces consultations, Berne observant un mutisme total sur toute l'affaire. Mais on peut supposer qu'elles aboutiront dans un proche avenir. Depuis le déclenchement des hostilités, la Suisse a fait savoir à plusieurs reprises qu'elle était disposée à offrir ses bons offices pour peu que ceux-ci soient souhaités et qu'ils aient un minimum de chance d'aboutir."

Théo Bouchat conclut en ces termes son information :

"M. Spühler parviendra-t-il à se tailler encore un ultime succès personnel avant de se retirer des affaires publiques à fin janvier prochain ? Le succès de l'opération serait en tout cas une occasion rêvée pour la Suisse d'oublier les déboires du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) - souvent identifié au Département politique - et d'apporter aux belligérants la preuve que la neutralité helvétique n'est pas une parole en l'air."

Aux correspondants de presse accrédités à Berne qui l'interrogent, le Département politique fait officieusement les déclarations suivantes:

- 1) le Général Ojukwu a effectivement demandé la médiation de la Suisse, et des démarches diplomatiques ont été entreprises auprès de la Suède, de l'Autriche et de la Yougoslavie, en vue d'une action commune;
- 2) une médiation ne pourrait intervenir au Nigéria-Biafra que si les deux parties au conflit le demandaient;
- 3) les révélations faites sur les possibilités d'une médiation de la Suisse constituent une regrettable indiscretion qui pourrait compromettre toute tentative d'établir des pourparlers entre les deux camps.

Le surlendemain 27 novembre, la nouvelle de la demande de médiation adressée par le Général Ojukwu à la Suisse est repercutée dans le monde entier par Associated Press, Agence France-Presse et Reuter.

## II. Les répercussions en Grande-Bretagne

C'est dans la presse britannique que cette information rencontre le plus d'écho. En général, cet intérêt pour le rôle médiateur que pourraient jouer au Nigéria la Suisse et les autres pays neutres d'Europe est teinté de scepticisme. C'est ainsi qu'en reproduisant la nouvelle de Reuter, selon laquelle "si la Suisse, qui s'est toujours montrée fort prudente dans de semblables tentatives, accepte de prendre part à une médiation, c'est donc le signe qu'il existe un réel espoir de succès", l' "Evening Standard" (26.11.69) ne manque pas d'ajouter ce commentaire rédactionnel:

"En ce qui concerne l'intention que la Suisse aurait de consulter la Grande-Bretagne, aucune information n'était parvenue au gouvernement par les voies officielles et l'on ne savait rien de la demande biafraise de médiation. Toute tentative sérieuse en vue de la paix serait considérée comme bienvenue à Whitehall. Mais après tant de

- 4 -

déceptions essuyées par le passé, toute rumeur sur les possibilités d'une médiation est accueillie ici avec une très grande réserve. M. Wilson a souligné à maintes reprises que la participation de la Grande-Bretagne à des efforts de médiation ne serait probablement d'aucune aide. Il ajoutait que c'étaient les Etats africains qui pouvaient le mieux jouer le rôle de pacificateurs."

De son côté, le "Daily Telegraph" (27.11.69) publie cette appréciation de son correspondant de Berne John Myers :

"Les observateurs impartiaux doutent de la réussite d'une médiation entreprise par des Européens dans un conflit africain, et de plus, ils ne sont pas certains que la proposition du Biafra ait été faite avec le réel espoir qu'elle serait acceptée par le Nigéria. Le Nigéria pourrait bien répliquer que l'OUA et plusieurs chefs d'Etat africains ont déjà fait des tentatives jusqu'à présent infructueuses de réconciliation, et que c'est à ces tentatives-là que le Biafra doit donner une réponse. Il est vrai que l'OUA paraît très opposée au désir de sécession du Biafra."

Le "Financial Times" (27.11.69) qui publie la nouvelle sous le titre : "Démarche secrète de la Suisse en vue d'une médiation dans la guerre du Nigéria", fait état des premières réactions de Lagos :

"Un porte-parole officiel du gouvernement fédéral du Nigéria a déclaré aujourd'hui que la tentative de médiation de la Suisse n'offrait pas de nouvel espoir, puisque tout effort en vue d'obtenir la paix doit passer par le canal de l'Organisation de l'Unité Africaine. Quant au Foreign Office, il n'avait la nuit dernière aucun commentaire à faire, sauf qu'il n'avait reçu aucune information du gouvernement suisse sur un plan d'action qui incluerait la Grande-Bretagne. Les milieux officiels se montrent extrêmement prudents, en un moment où les rumeurs au sujet de tentatives de médiation se succèdent les unes aux autres."

L'éventualité d'une médiation de la Suisse au Nigéria-Biafra est évoquée à la Chambre des Communes. Le "Daily Express" (28.11.69) rapporte les propos du Premier ministre, M. Harold Wilson :

"Il a salué la nouvelle initiative impliquant la Suisse et d'autres pays d'Europe pour mettre fin à la guerre. Mais il a également signalé que toute nouvelle démarche se heurterait aux mêmes problèmes qui n'ont pas été résolus par l'Organisation de l'Unité Africaine dans ses tentatives de faire cesser la guerre. Le Premier ministre a indiqué que la Grande-Bretagne s'efforce encore, avec l'aide d'un nombre appréciable de pays africains, à l'intérieur comme à l'extérieur du Commonwealth, de trouver une nouvelle formule de paix."

Le correspondant à Londres de la "National Zeitung" (29.11.69), Theodor Haller, relate la même séance de la Chambre des Communes :

"Der Premierminister antwortete (...) auf die Frage eines Abgeordneten auf der äussersten Linken der Labourpartei, der wissen wollte, ob die Regierung wenigstens die schweizerischen Bemühungen unterstütze und nicht länger darauf bestehe, dass alle Vermittlung über die Organisation für Afrikanische Einheit gehe, nachdem diese offensichtlich versagt habe. Wilson korrigierte, er habe nie darauf bestanden, dass nur die OAU für Vermittlung in Frage komme, sondern jeweils nur gesagt, sie sei am besten dazu geeignet. (...) Im Zusammenhang mit den schweizerischen Sondierungen ist hier beachtet worden, dass der schweizerische Botschafter in London, René Keller, nach der Unterzeichnung des Atomsperrvertrages mit den Ministern George Thomson und Maurice Foley zu Mittag gegessen hat, die sich im Aussen- und Commonwealthministerium seit langem vorwiegend mit den Problemen des nigerianischen Bürgerkrieges befassen. Im Foreign Office betont man zwar nachdrücklich, dass die Einladung des schweizerischen Botschafters schon längere Zeit zurückliegt. Man möchte nicht, dass der Eindruck entsteht, die Eidgenossenschaft und Grossbritannien steckten die Köpfe zusammen. Dies würde nämlich den Bemühungen auf beiden Seiten, in Nigeria und in Biafra, nicht förderlich sein."

Le ton du "Sunday Times" (30.11.69) est plus optimiste, mais il est vrai que l'information qu'il publie sous le titre : "Les Quatre Petits font une tentative de paix au Biafra" provient de sa correspondante de Genève Ingrid Etter :

- 6 -

"La mission de paix des "Quatre Petits" pourrait bien partir cette semaine encore pour Lagos. On dit qu'après six semaines de préparation soigneuse, les gouvernements de la Suisse, de l'Autriche, de la Suède et de la Yougoslavie sont d'avis que le moment est maintenant venu d'engager une action de médiation entre le Nigéria et le Biafra. (...) Un seul faux mouvement à ce premier stade de l'action pourrait facilement réveiller des susceptibilités nationales et provoquer la rupture des négociations. Mais bien que le mot d'ordre soit au silence, certaines indications font penser ici qu'une délégation commune pourrait s'envoler pour Lagos vers la fin de la semaine."

Mais au fur et à mesure que le temps s'écoule, et devant l'attitude très circonspecte des pays impliqués dans la médiation envisagée, le ton de la presse britannique se fait plus désabusé. Sous le titre : "Echec des tentatives de paix au Biafra", le "Guardian" (2.12.69) écrit :

"Après le grand espoir soulevé par le parlementaire suisse qui avait eu des contacts avec le Biafra, la perspective d'une nouvelle initiative de paix au Nigéria semble maintenant condamnée. Ni la Yougoslavie, ni l'Autriche, deux des pays approchés par le Général Ojukwu, ne semblent prêtes à entreprendre une médiation. Et la Suisse a été informée par le Nigéria que Lagos préfère qu'une médiation se fasse par l'intermédiaire de gouvernements africains plutôt que non-africains."

### III. Réactions à travers le monde

A Lagos, le gouvernement fait connaître sa position au cours d'une conférence de presse. Le "New Nigerian" (28.11.69) reproduit les déclarations du Dr Okoi Arikpo, commissaire fédéral pour les Affaires extérieures :

"Le Dr Arikpo a affirmé que le gouvernement militaire fédéral n'avait pas reçu d'information officielle au sujet d'une démarche de la Suisse. "Il n'y a eu en tout cas aucune approche officielle, et c'est l'OUA qui reste la seule autorité habilitée pour faire office de médiation dans la crise", a-t-il ajouté."

- 7 -

A Stockholm, le "Svenska Dagbladet" (28.11.69) fait état des réactions de Lagos et publie d'autre part les explications du gouvernement suédois :

"Un porte-parole du Ministère suédois des Affaires étrangères a confirmé que des contacts avaient été établis avec Berne et que des "consultations avaient eu lieu". Selon un communiqué du Ministère suédois des Affaires étrangères, il s'agissait de "certaines questions ayant trait à l'aide humanitaire". Le communiqué ajoutait que "du côté suédois, on suit constamment l'affaire nigérienne en étroit contact avec les autres pays nordiques ainsi qu'avec les pays - parmi lesquels la Suisse - qui se sont réunis dans le Groupe de La Haye, en vue d'une aide humanitaire".

Dans la presse française, on sent percer une pointe d'agacement à l'idée que la Suisse pourrait jouer un rôle médiateur dans le conflit du Nigéria-Biafra. Le quotidien parisien "Combat" (28.11.69) écrit :

"L'éventualité d'une médiation des neutres européens (Suède, Suisse, Autriche, Yougoslavie) paraît d'autant plus farfelue aux Nigériens, que ces nations n'ont aucune influence réelle en Afrique, ni la possibilité de peser sur les deux camps ou sur leurs alliés. On en conclut à Lagos que la manoeuvre biafraise est de pure propagande.(...) Dans ces conditions, il semble que Berne doive renoncer très vite. Les autorités helvétiques ont fait savoir qu'elles n'offriraient leurs bons offices que si les deux parties en présence le souhaitaient. Ce n'est visiblement pas le cas."

Le "Progrès de Lyon", quant à lui, titrera quelques jours plus tard (4.12.69) : "La Suisse ne jouera pas les médiateurs dans le conflit biafrais". "Le Monde" (5.12.69), faisant état du communiqué publié par le Département politique fédéral, selon lequel "pour qu'un pas de plus puisse être accompli, il faudrait que les parties intéressées aient donné leur consentement et que les autorités sollicitées de prêter leurs bons offices soient assurées d'être entourées de la discrétion nécessaire", ajoute ce commentaire de l'AFP :

./.

"La prudence du gouvernement fédéral, dit-on à Berne, s'explique par le fait qu'en s'efforçant de "dépolitiser" sa démarche, tout en restant fidèle à sa neutralité, il se ménage plus de chances d'emporter l'adhésion de Lagos, sans risquer de compromettre les tractations engagées à Addis-Abéba sous la conduite de l'empereur Haïlé Sélassié."

La nouvelle d'une éventuelle médiation de la Suisse dans le conflit nigérien a eu en définitive un retentissement assez considérable. Nous avons reçu de nos représentations à l'étranger des coupures de presse de provenances très diverses: "International Herald Tribune" et "New York Times", "The Globe and Mail" (Toronto), "The Sun" (Vancouver), "Le Devoir" (Montreal), "Il Giorno" (Milan), "La Nuova Sardegna" (Sassari), "Svobodné slovo" (Prague), "Lumea" (Bucarest), "East African Standard" (Nairobi), "The Nationalist" (Dar-es-Salaam), "The Evening Post" (Wellington, New Zealand), "Antara News Bulletin" (Djakarta), etc.

#### IV. Les commentaires de la presse suisse

La demande de médiation adressée par le Général Ojukwu à la Suisse a suscité un grand intérêt dans l'opinion publique de notre pays, et la presse a consacré de nombreux articles à ce sujet. Le ton des commentaires ne varie guère entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Les journaux abordent surtout deux aspects de l'affaire :

- 1) Quelles sont les chances réelles de succès d'une tentative de médiation de la part des pays neutres d'Europe ? Sur ce point, les avis sont en général pessimistes, et les commentateurs soulignent l'extrême difficulté des démarches diplomatiques à engager.



- 2) Le conseiller national Franzoni, en révélant la demande du Général Ojukwu, a-t-il commis une indiscretion, ainsi que l'a laissé entendre le Département politique? Là, les avis sont beaucoup plus partagés. La majorité des commentateurs déplore que M. Franzoni ait parlé, mais personne ne va jusqu'à lui attribuer expressément à l'avance la responsabilité de l'échec d'une tentative de médiation, si cet échec se produisait. Cependant, une forte minorité approuve l'attitude de M. Franzoni et regrette le silence officiel qui a entouré jusqu'à présent les démarches et les consultations entreprises par la Suisse dans cette affaire.

Il faut encore remarquer que les chances de succès d'une médiation et que le rôle de M. Franzoni sont appréciés d'une manière très différente, selon que les commentateurs partent ou non de la présupposition qu'au Nigéria-Biafra la guerre s'est enlisée définitivement et qu'aucun des deux camps n'est plus capable de remporter une victoire militaire.

Dans les "Luzerner Neueste Nachrichten" (27.11.69), Robert Zingg, après avoir affirmé que M. Franzoni n'est pas le premier parlementaire suisse à avoir fait office de courrier diplomatique dans l'affaire du Nigéria-Biafra, fait le commentaire suivant :

"Die sauren Reaktionen aus Lagos auf die Interviews, die der Tessiner Nationalrat über seine Unterredung mit Ojukwu am Westschweizer Fernsehen und am Deutschschweizer Radio gegeben hat, werden somit nicht auf sich warten lassen. Und es kann leider kein Zweifel darüber bestehen, dass diese Publizität, aus welchen Gründen immer sie erfolgte, unseren Bemühungen um Vermittlung nur schaden wird. Nach O'Neill ist ein Diplomat ein Mann, der die Paukenschläge der Staatsmänner in zarte Harfenklänge verwandeln soll - hier ist offensichtlich genau das Gegenteil passiert, in Verkennung des Grundsatzes, dass gute diplomatische Dienste auf zwei Säulen ruhen: auf Vertrauen und auf Vertraulichkeit."

- 10 -

La "Feuille d'Avis de Lausanne" (28.11.69) exprime la même opinion, sous la plume de Guido Olivieri :

"On ne peut tirer qu'une leçon de cette dernière tentative: Seule une action couverte par le secret le plus absolu peut avoir une mince chance de succès. Il faudrait pratiquement prendre Gowon par surprise, le mettre au pied du mur de la paix. Pour ce faire il est nécessaire que des propositions constructives et difficilement refusables soient avancées; qu'elles soient précédemment acceptées par Ojukwu. Seul le silence peut aujourd'hui favoriser la paix."

Même avis encore dans le "Tagesanzeiger" (28.11.69) où, sous le titre: "Wer nicht schweigt, schadet der Diplomatie", Peter Studer se montre également sévère à l'égard de M. Franzoni et rappelle quel a été, au moment de la révolution algérienne, le rôle de la Suisse entre le FLN et Paris :

"Umstritten sind bloss zwei "Bedingungen", die das Politische Departement vor einem Vermittlungsschritt erfüllt sehen möchte, Bern fordert regelmässig "Erfolgschancen" und das "Einverständnis der Streitparteien", wobei besonders die erste Hürde oft zu reden gibt. Da sich der "Erfolg" natürlich erst im nachhinein bewerten lässt, rühmen die einen Berns sprichwörtliche Vorsicht gerne als "Realismus", während die andern über "ängstliches Zaudern" klagen. Beispiele aus jüngster Zeit: Vietnam, Biafra. (...) Die abrupte Absage aus der nigerianischen Hauptstadt erinnert daran, dass diesmal jene dritte Bedingung "guter Dienste" gröblich vernachlässigt wurde, die Bern nicht einmal nennt, weil sie so selbstverständlich scheint: ein Höchstmass an Diskretion. Als Minister Olivier Long 1961/62 behutsam seine Fäden zwischen algerischen NLF und Paris spann, erfuhr die Oeffentlichkeit erst davon, als nichts mehr zu verderben war. Wäre das Politische Departement am Dienstag von dem gewiss gutmeinenden Nationalrat Franzoni angefragt worden, so hätte es dringend vom Schritt an die Oeffentlichkeit abgeraten."

Mais à l'opposé, la "National Zeitung"(27.11.69) publie le point de vue, très différent, de Werner Gysin :

- 11 -

"Es ist eine Frage für sich, ob ein Auftritt im Fernsehen gerade das richtige Mittel war, um den biafranischen Wunsch nach einer schweizerischen Vermittlung erstmals publik werden zu lassen. (...) Vielleicht hat Nationalrat Franzoni gefürchtet, dass bei allzu strenger Wahrung des "Protokolls" die Sache über Gebühr liegen bleiben könnte. Nun aber, da jedermann weiss, dass Biafra, vielleicht sogar auch Nigeria, um die guten Dienste der Schweiz froh wären, müssen sich auch unsere Landesväter eher unter einem gewissen Druck fühlen. Und das schadet möglicherweise nichts. Das Politische Departement "bedauert" die Indiskretion Franzonis. Das muss es beinahe schon ex officio. Aber sicher hat das Vorgehen des Nationalrats kein Porzellan zerschlagen. Und viel entscheidender als die Form, die der schweizerische Parlamentarier wählte, ist die Sache, um die es geht. Es geht um nicht weniger als um die Beendigung einer der grausamsten Bürgerkriege im Schwarzen Afrika. (...) Der Krieg wird müde. Und mit dieser Abstumpfung verlieren auch die ursprünglichen Kriegsziele von ihrem Schwung. Eine Diskussionsbasis kann eher gefunden werden, wenn Lagos die Berechtigung gewisser biafranischer Selbstverwaltungswünsche anerkennt und umgekehrt Biafra nicht mehr auf der Schaffung einer völlig autonomen Republik besteht. Das Traurige ist nur, wenn der Weg zu solcher Erkenntnis über Hekatomben führen muss!"

Quant au "Landbote" (27.11.69), il saisit l'occasion pour mettre en cause, dans un article très critique de Leo Schmid, toute la politique d'information du Département politique :

"Einmal mehr hat sich das Politische Departement, das sich sonst in internationalen Fragen nicht genug hervortun kann und zum Beispiel sich bezüglich der äusserst problematischen europäischen Sicherheitskonferenz geradezu aufs Glatteis begeben hat, in unverständliches Schweigen gehüllt. Dieses wird damit begründet, dass die Kontakte mit Lagos noch nicht hergestellt seien. Der Einwand ist nicht stichhaltig. Man sollte es nachgerade wissen, dass gerade derartige Vorstösse nicht geheimbleiben: durch irgendwelche Kanäle dringen sie immer an die Öffentlichkeit, und es macht sich dann reichlich schlecht, wenn das zuständige Departement doch noch zu einer Stellungnahme gezwungen wird. (...) Die Pannen in der amtlichen Informationspolitik sind offensichtlich nur durch gezielte Indiskretionen zu

./.

- 12 -

beseitigen; man muss nachgerade froh sein darüber, dass es Parlamentarier gibt, die nicht davor zurückschrecken, sich in die Schusslinie der offiziellen Kritik zu begeben. Mehr Disponibilität: diese Forderung scheint vorerst ein Anliegen zu sein, das gegenüber jenen Stellen im Bundeshaus vorzubringen ist, die zwar nach mehr Beweglichkeit und Anpassungsfähigkeit rufen, die aber selbst beim Vorliegen eindeutiger Tatbestände das hartnäckige Schweigen dem Bedürfnis nach Aufklärung vorziehen..."

Dans la "Tagwacht" (28.11.69), Hermann Battaglia met en parallèle deux récentes indiscretions commises par des parlementaires: celle de M. Franzoni, à propos du Biafra, et celle de M. Hubacher, à propos du système de défense "Florida". Et il fait remarquer que les autorités ont été moins sévères à l'égard de M. Franzoni :

"Einen Wirbel wird diese Indiskretion aber ebenso wenig auslösen wie Diskussionen, Untersuchungen, Verhaftungen, Resolutionen und Interpellationen. Die beiden Beispiele lassen sich ja auch nicht vergleichen. Alzu vieles ist hier allzu verschieden. Man überlege doch: Im ersten Fall ging es schliesslich um militärische "Geheimnisse", um die Ueberwachung unseres Luftraumes, ging es darum, dass nicht der letzte Parlamentarier oder gar die Oeffentlichkeit von Mängeln in unserer Armee etwas erfahren. Der zweite Fall dreht sich nur um das Leben von ein paar Millionen Menschen irgendwo im Urwald. Da geht es nur darum, ob die Schweiz andern helfen kann, da geht es nur um den Frieden. Und spätestens seit dem Erscheinen des Zivilverteidigungsbuches sollte man wissen, dass diesen Aspekten kein allzu grosses Gewicht beizumessen ist."

Le quotidien "Die Tat" (29.11.69) pour sa part, suppute les chances d'une tentative de médiation et conclut qu'elles sont relativement solides:

"Keine der beiden Seiten kann auf einen entscheidenden Sieg hoffen. Dies ist die klassische Lage für einen Kompromiss, und die Versuche Ojukwu, u.a. auch durch die Hilfe der Schweiz, mit der Föderationsregierung und ihrem Chef, General Gowon, ins Gespräch zu kommen, zeugen von Realismus. Das Trugbild des raschen Sieges, das Gowon von Gesprächen

- 13 -

abhält, sollte nun genug verblichen sein, um sein Einlenken zu bewirken. (...) Die Diplomatie ist aber da, einer so komplexen Situation, in der man keiner Seite alles Recht oder Unrecht zusprechen kann, gerecht zu werden."

Quant au "Badener Tagblatt" (2.12.69), il critique ouvertement le rôle du Général Ojukwu dans le conflit du Nigéria-Biafra et met en cause la bonne foi de la demande de médiation qu'il a adressée à la Suisse :

"Eine weitere Information, die fällig wäre, betrifft Nationalrat Franzonis Vermittlungswunsch, den er nach eigenen Angaben aus Biafra mitgebracht hat und dessen öffentliche Nennung ihm dann als schwere Indiskretion angekreidet worden ist. Nachdem die Katze aus dem Sack ist, wäre man froh zu wissen, wie es sich wirklich verhielt. Jedenfalls zeigen die Nebel um Bachmanns und Franzonis Biafra-Intervention, dass die Rollenverteilung im nigerianischen Konflikt leider nicht so einfach ist, wie man sie sich vorstellt. Gewiss: die Bevölkerung leidet Not und die Kinder hungern. An diesem Elend aber ist vermutlich nicht bloss die eine Seite allein schuld. Auf die Dauer geht es auch nicht an, grosszügig zu verschweigen, dass Ojukwu bei jeder Gelegenheit sagt, Pulver für seine Kanonen wäre ihm lieber als Milchpulver für seine Hungerkinder."

A la suite du communiqué publié par le Département politique le 3 décembre 1969, Jacques-Simon Eggli, le correspondant parlementaire du "Journal de Genève" (4.12.69) relève que la position adoptée par le Conseil fédéral rejoint la ligne de conduite du CICR :

"L'objet de la médiation, si médiation il y avait, s'inscrit dans l'objectif de l'action humanitaire et non sur un plan proprement politique. La référence de l'OUA est claire: il ne s'agit pas pour les neutres d'imposer une quelconque solution à des Africains mais d'être à leur disposition, pour aider à soulager les souffrances. On rejoint donc ici les idéaux du CICR et l'on peut bien penser que les efforts de l'un et des autres sont plus ou moins concertés et concourent aux mêmes buts: renouer les fils rompus pour épargner des vies. Rien de plus mais rien de moins, et c'est déjà énorme."

./.

- 14 -

Dans la "Weltwoche" (5.12.69), Jean Ziegler égratigne au passage la diplomatie suisse qui, selon lui, n'a pas entrepris ses consultations d'une manière suffisamment intensive: "On a passé par les canaux diplomatiques ordinaires, là où seuls des ambassadeurs spéciaux auraient pu accomplir un travail intensif et rapide." Partant de l'hypothèse qu'aucune des deux parties au conflit n'est capable de remporter une victoire militaire, il esquisse les plans de l'action que le Conseil fédéral pourrait mettre en oeuvre :

"Eine schweizerische Initiative, die sich der aktiven Unterstützung der westlichen Neutralen, Jugoslawiens und einiger Länder der Dritten Welt sicher weiss, ist heute möglich. Nachdem die Konsultationen positiv abgeschlossen sind, wird sich der Bundesrat über das konkrete Vorgehen einigen müssen: nach zuverlässigen Quellen erwägt das Politische Departement eine Erklärung des Bundesrates, die allen Beteiligten auf diplomatischem Weg zugestellt und dann auch öffentlich angekündigt würde. In dieser Erklärung kann der Bundesrat seine guten Dienste für eine Friedensverhandlung (in der Schweiz oder an einem afrikanischen Verhandlungsort) zur Verfügung stellen. Die Erklärung kann auch bereits ein erstes Verhandlungsziel nennen: nach dem gegenwärtigen Stand der bundesinternen Diskussion müsste dieses Erst-Ziel der zeitlich und örtlich beschränkte Waffenstillstand der Kriegführenden sein. Endlich - und hier liegt vielleicht die wichtigste Dimension des schweizerischen Friedensversuches: der schweizerische Vorschlag kann motiviert sein. Die Schweiz kann eine offizielle, realistische und sachgemässe Analyse der nigerianisch/biafranischen Situation geben. Es ist tatsächlich zu hoffen, dass der Bundesrat sich im Fall der Mission nicht mit einigen allgemeinen Sätzen zur "schweizerischen humanitären Tradition" begnügt, sondern dass er tatsächlich sagt, warum die erdrückende Mehrzahl der Schweizer Bürger am Biafra-Massaker leidet und warum unser Volk alles in seiner Macht Stehende tun will, um dem Massensterben in Westafrika ein Ende zu setzen. Eine letzte Bemerkung: unser Land besitzt - trotz seiner oft widersprüchlichen Aussenpolitik - gerade bei den Staaten Afrikas, Asiens und Lateinamerikas ein gewisses Prestige. Dieses Prestige gilt es heute klug, wirksam und mutig zu nützen. Die schweizerische Oeffentlichkeit wird Berns nächste Schritte mit Aufmerksamkeit erwarten."

- 15 -

Dans la "Tribune de Genève" (5.12.69), Renato Burgy affirme qu'il vaut la peine que la Suisse s'engage dans un effort de médiation, même si les chances de réussite sont très minces :

"Nous disons et répétons assez que notre neutralité est au service de la paix. Il ne suffit pas de le dire, il faut encore agir et être disponibles, comme nous l'avons fait en Corée, au Cachemire, à Cuba, au Congo et ailleurs encore. Nous devons même risquer l'échec (ce ne serait pas le premier que nous subirions dans la guerre civile qui ensanglante le Nigeria), car notre susceptibilité nationale a moins de valeur que la vie des enfants qui meurent au Biafra. Tout ce qui peut être entrepris pour que la solution du conflit apparaisse doit être entrepris. Les chances d'une médiation européenne au Biafra sont minimes. Toutefois, si la diplomatie des pays neutres, sans passé colonial, s'allie à celle de certains Etats africains amis de la paix et de la tolérance, on aura dépassé le stade des utopies."

Cette conclusion, venant de l'un des journalistes qui ont suivi le plus près tout le déroulement de l'affaire du Nigéria-Biafra, traduit en somme assez bien le sentiment général qui se fait jour dans l'ensemble de la presse suisse.